

LA MINISTRE DE LA CULTURE MET SA MENACE À EXÉCUTION**Nadia Labidi poursuit Hanoune en justice**

La ministre de la Culture met à exécution sa menace d'il y a une dizaine de jours contre la secrétaire générale du PT. Nadia Labidi est, en effet, passée à l'acte, jeudi dernier, en déposant une plainte contre Louisa Hanoune pour «diffamation».

M. Kebci -Alger (Le Soir) - Une première dans les annales du pays, une ministre de la République dépose une plainte contre une personnalité qui plus est, se trouve être un chef de parti et des plus proches du président de la République.

«Comme je l'avais annoncé, j'ai demandé à mes avocats de déposer une plainte pour diffamation contre M^{me} Louisa Hanoune», écrit Nadia Labidi dans un communiqué, précisant que «cette plainte a été déposée le jeudi 7 mai auprès du tribunal de Sidi-M'hamed».

Une ministre qui ne fait que passer à l'acte, son «avertissement» sous forme d'une «lettre» qu'elle lui a envoyée il y a quelques jours, n'ayant visiblement pas trouvé «écho favorable» auprès de la patronne du PT. Dans cette missive, Labidi invitait Hanoune à «se dédire et à retirer ses accusations sous peine de poursuite judiciaire».

Bien au contraire, cette lettre n'a fait «qu'attiser» davantage «l'appétit» de la secrétaire générale du PT et de ses députés



Nadia Labidi.

qui se sont, alors, mis à brocarder la ministre de la Culture. Profitant des débats en plénière à l'APN autour du projet de loi relatif aux activités et au marché du livre, bien des parlementaires du PT ont eu à multiplier les accusations de «dilapidations des deniers publics et de conflits d'intérêts» contre Labidi.

Cette dernière est accusée notamment de «se servir» en finançant des projets de son agence, Procom Production. Des actes



Louisa Hanoune.

relevant de conflits d'intérêts à greffer à d'autres «griefs» dont le financement de projets d'amis et de proches et d'associations dont elle serait membre.

Autant d'accusations auxquelles la ministre de la Culture a riposté, affirmant qu'elle a eu à céder à son mari et à son père, quelques semaines avant son intronisation comme ministre, sa «petite société».

Une réplique visiblement «molle» qui n'a pas été pour faire baisser la tension puisque

la secrétaire générale du PT a poursuivi ses attaques contre la ministre cataloguée, désormais, dans le registre des «oligarques» qui tentent, selon Hanoune, de «gangrener les institutions du pays».

Elle l'a même «défiée» d'aller en justice, manifestant sa disponibilité à se dessaisir de son immunité parlementaire, affirmant avoir «les preuves de ses accusations».

Un «défi» que Labidi vient, donc, de relever en s'en remettant à la justice. Une démarche dont on prend acte au niveau du PT. «Nous prenons acte de cette plainte qui engage le gouvernement et le président de la République qui l'a nommée car la ministre de la Culture n'est pas une personnalité indépendante», dira d'emblée un membre du bureau politique du parti. Comme pour signifier que la ministre de la Culture n'aurait jamais agi de la sorte si elle n'avait pas eu le quitus du haut-lieu, notamment le Premier ministre et le chef de l'Etat dont Hanoune est réputée pourtant d'être une proche.

Mais qu'à cela ne tienne, ajoutera Ramdhane Taâzibt, «notre secrétaire générale est prête à se dessaisir de son immunité parlementaire pour répondre à la convocation de la justice».

Ce que même les députés du PT sont prêts à faire, eux, qui ont «apporté les preuves des malversations et des conflits d'intérêts de la ministre de la Culture», précisera, enfin, notre interlocuteur.

M. K.

ALI HADDAD À PROPOS DES ATTAQUES DE SES DÉTRACTEURS :**«Ils n'ont qu'à saisir la justice»**

«Moi, je crée des postes d'emplois et je n'ai pas le temps de polémiquer et voir ce que font les autres organisations patronales», telle est la réponse réservée par Ali Haddad à la vice-présidente de la CGEA. Le président du FCE a également invité Mme Hanoune et «ceux qui peuvent lui reprocher quelque chose», de recourir à la justice : «Les portes de la justice sont ouvertes, ils la connaissent, peut-être mieux que nous !».

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Au cœur d'une polémique suscitée par les propos qu'il aurait tenus lors de sa visite, fin avril, en Chine, déclenchée par la vice-présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Saïda Neghza, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE) a voulu crier son ras-le-bol, en marge de la cérémonie de lancement du label (Origine Algérie Garantie) tenue à l'hôtel El Aurassi.

«Moi je suis un Algérien musulman. Je ne pourrai jamais insulter un homme ou une femme quelle que soit son origine. Je suis issu d'une nation qui sait respecter l'autre», a déclaré d'emblée Ali Haddad.

Vraisemblablement déçu par ce genre de propos, le patron des patrons qui «s'en remet à Dieu», a préféré «ne pas polémiquer» car «il n'en a pas le temps». «À ces gens qui racontent n'importe quoi, je m'en remets à Dieu (Nawakal



Ali Haddad défend bec et ongles son organisation.

alihoum Rebbi). Je ne dirai pas plus car sinon ce sera de la polémique. Et moi je n'aime pas la polémique», a-t-il fait savoir. La même source a tenu également à souligner que l'organisation qu'il préside travaille de pair avec d'autres associations patronales et ce, dans l'intérêt de l'économie algérienne.

«Avant de rencontrer les ambassadeurs des pays étrangers ou les ministres algériens, le FCE

a eu des rencontres avec le patronat. Donc pour vous dire, nous avons voulu travailler avec le patronat, d'ailleurs nous avons de très bonnes relations avec les organisations patronales. Maintenant, s'il y a une association qui n'est pas contente de ce que nous sommes en train de faire, je leur dis bon vent», a répondu le patron de l'ETRH. Et d'ajouter plus loin que le FCE est en train de développer son programme.

«Nous, au FCE, n'avons pas le temps de regarder ce que font les autres».

Louisa Hanoune et «les partisans du statu quo...»

Faisant l'objet de critiques de la part de la secrétaire générale des travailleurs, (PT), et ce, depuis quelques mois, le président du FCE n'y est pas allé de main morte dans ses réponses : «Nous n'avons pas de temps pour la polémique. Les attaques contre ma personne ? Ma personne est deux fois rien devant l'Algérie. Si l'Algérie gagnera en s'attaquant à M. Haddad, je dirai tant mieux», poursuit la même source. «Pour la patronne du PT, elle peut nous traiter de ce qu'elle veut. Mais à la différence de ces gens là, nous, nous créons des postes d'emploi chaque jour et chaque heure», insiste-t-il. Défendant bec et ongle son organisation qui est au «service de l'entreprise algérienne», Ali Haddad qualifie les gens qui l'ont critiqué d'être les «partisans de statu quo». «Ceux qui ont quelque chose contre nous, qu'ils aillent en justice, et ils connaissent peut-être la justice mieux que nous. Moi je ne suis pas partisan du statu quo», a-t-il tranché.

S. B.

Lancement hier par le FCE du label «Origine Algérie Garantie»

Après l'initiative «Mentoudj Bladi» initiée, il y a quelques années, le forum des chefs d'entreprise (FCE) a lancé hier le label «origine Algérie Garantie», au cours d'une cérémonie tenue à l'hôtel El Aurassi. Le but visé, selon le président du FCE, est de stimuler la production nationale. «Le lancement de ce label s'inscrit dans le prolongement de notre initiative Mentoudj Bladi. Les objectifs restent les mêmes, à savoir : stimuler et promouvoir la production nationale, sensibiliser le consommateur, lui faire privilégier un acte d'achat utile et enfin favoriser la création d'emplois», selon les déclarations d'Ali Haddad. Pour ce faire, une étude pour l'élaboration d'un label destiné aux produits algériens a été initiée par le FCE.

«Réalisée par un bureau d'étude algérien auprès de 1.200 entreprises, l'étude devrait être achevée d'ici à fin juin pour aboutir à la réalisation d'un cahier des charges qui expliquera les conditions de l'obtention de ce label», selon les explications de Brahim Benabdeslem, vice-président du FCE.

En marge de cette cérémonie, le président du FCE et le P-dg de l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, Saâd Dama, ont signé une convention en vertu de laquelle cet opérateur téléphonique s'engage à accompagner financièrement cette étude du FCE.

S. B.

LES CORPS COMMUNS ENTAMENT UNE ACTION**DE 3 JOURS À PARTIR D'AUJOURD'HUI****Retour aux grèves dans l'Éducation**

Retour à la contestation dans le secteur de l'éducation. Le Syndicat national des corps communs des travailleurs et des professionnels du secteur de l'éducation (SNCCOPEN) qui regroupe les gardiens, les laborantins et les adjoints de l'éducation a décidé d'une grève de trois jours à compter d'aujourd'hui.

Leur principale revendication : l'ouverture du statut particulier et du régime indemnitaire spécifique aux corps communs et la rectification du processus d'intégration des laborantins pour bénéficier des primes pédagogiques, de documentation et de rendement à 40%, a souligné M. Behari, président du SNCCOPEN.

S. A.